

Unité départementale du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Marseille, le 23/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARRIERES DES GRANDS CAOUS**

Boulevard Delli-Zotti  
83700 Boulouris

Références : SPR/063-2025

Code AIOT : 0006400233

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement CARRIERES DES GRANDS CAOUS implanté Boulouris 83530 Saint-Raphaël. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DES GRANDS CAOUS
- Boulouris 83530 Saint-Raphaël
- Code AIOT : 0006400233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Carrières des Grands Caous exploite une carrière de roche massive et des installations de traitement de matériaux sur la commune de Saint-Raphaël, Lieux-dits « les petits Caous » et « Aigue-Bonne ».

Cette carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 15/03/2012, modifié par arrêté préfectoral du 27/08/2014 et arrêté préfectoral complémentaire du 22/09/2021.

L'autorisation porte sur une durée de 30 ans et une production maximale annuelle de 800 000 tonnes.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression
- Sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Demande d'action corrective	4 mois
9	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
2	Respect de ou des échéances des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	Sans objet
3	Respect de ou échéances des requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I	Sans objet
4	Visite terrain (marquage)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet
5	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 3	Sans objet
6	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
7	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a relevé une non-conformité que l'exploitant devra corriger lors de sa prochaine déclaration au registre des émissions polluantes (GEREP) avant fin mars 2025.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : 1 : Liste des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de la liste des ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

L'exploitant tient à jour une liste des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17 via son logiciel de GMAO. Lors de l'inspection, cette liste fait état de 4 ESP : Locla lavage 500 L (2500 COM), Local pilotage (20502 COM)/ compresseur Atelier (Atelier COM\_01) et lavage 01/10/2021 (2503 COM).

Pour chaque équipement, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection sont renseignées.

Les équipements n'ont pas encore fait l'objet d'une requalification périodique.

Lors de la visite sur site, il a été constaté que l'équipement dit "lavage 01/10/2021 (2503 COM)." n'était plus en service.

Par mail du 03/06/2024 l'exploitant a transmis à la DREAL son listing à jour, l'équipement hors service a été retiré et par ailleurs l'exploitant a rajouté les accumulateurs azote pour lesquels il a transmis par mail du 10 juin 2024 les certificats de conformité ainsi que le compte rendu de vérification annuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : 2 : Respect de ou des échéances des inspections périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique

**Prescription contrôlée :**

L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois.

Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

Les inspections périodiques sont réalisées tous les 40 mois pour les différents ESP. L'exploitant est à jour sur ce suivi.

Par échantillonnage, l'inspection a vérifié la visite périodique faite par l'APave en 2021 sur l'ESP

<p>"2500 COM". Cette visite a mis en évidence l'absence de notice constructeur et de certificat de tarage de la soupape. Ces points sont repris dans le logiciel de GMAO de l'exploitant et ont été traité depuis.</p> <p>De plus par mail du 25 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu de l'inspection périodique des 3 ESP suivants (2500 COM, 20502 COM, Atelier COM_01) réalisés par l'APAVE le 19 juillet 2024. Les résultats des contrôles et essais sont satisfaisants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : 3 : Respect de ou échéances des requalifications périodiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations ont été mises en route entre 2017 et 2021, la première requalification aura lieu en 2027.</p> <p>Elle apparaît bien dans la planification des actions à réaliser intégré au logiciel de GMAO.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : 5 : Visite terrain (marquage)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des marquages (identité et marque de requalification périodique)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
<b>Constats :</b>  Le marquage des appareils constatés sur le terrain est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Origine de l'eau et prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau des rubriques: - 190 000 m3/an alimentés par le bassin de la carrière (60 m3/h * 14h (2 postes e 7h *220 jours) - Forage d'appoint destiné à l'alimentation en eau de la station de lavage, prélèvement inférieur à 10 000 m3/h
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral du site fait état de la présence d'un forage. L'exploitant précise que ce forage n'existe plus car la zone où il était situé a été exploitée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Lors d'un prochain porter à connaissance, il faudra faire état de cette modification à apporter au tableau des rubriques de l'Article 3 de l'arrêté du 15 mars 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Présence de compteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de compteur sur chaque point de prélèvement réseau AEP et bassin de décantation en fond de fouille. Par ailleurs, des compteurs sont aussi présents sur chaque circuit d'utilisation de l'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Volumes d'eau prélevé**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tableau des rubriques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 190 000 m<sup>3</sup>/an alimentés par le bassin de la carrière (60 m<sup>3</sup>/h * 14h (2 postes e 7h * 220 jours)</li> <li>- Forage d'appoint destiné à l'alimentation en eau de la station de lavage, prélèvement inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>/h</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Auparavant l'exploitant effectuait un relevé mensuel des compteurs. Depuis l'été 2023, il effectue un relevé hebdomadaire.</p> <p>Les prélèvements restent dans les seuils autorisés par l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;</li> <li>- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;</li> <li>- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO<sub>5</sub> (100 000 équivalents habitants) ;</li> <li>- site d'extraction relevant du code minier.</li> </ul> <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an.</p> <p>Volumes d'eaux rejetés :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré pour 2023 un prélèvement d'eau de 32 380 m3 qui correspond à ce qui a été prélevé dans le bassin de fond de fouille. Il a omis de déclarer le prélèvement AEP de 250 m3.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à déclarer en 2024 la totalité des prélèvements au milieu en incluant le réseau AEP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 9 : Mise en œuvre du PSH

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, article communication DREAL</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PSH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.</li> <li>2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.</li> </ol> <p>Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.</p> <p>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.</p> <p>Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé un PSH qu'il a transmis à l'inspection par mail du 03 juin 2024.</p> <p>Le calcul de son volume de référence se base sur l'eau prélevée dans le bassin Portman pour</p>



l'usage process et eaux de service. Or ce volume doit prendre en compte aussi bien la consommation AEP que le prélèvement total sur le bassin Portman.

Par ailleurs, l'exploitant prendra connaissance de la note d'application de l'arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (version 1<sup>er</sup> août 2024) qui traite au paragraphe II B.4 et D.2 du cas particulier des eaux d'exhaure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection son PSH revu au regard de la note cité ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois